

PLFSS

Opération réduction

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2009 vise à contenir le déficit du régime général sous les 9 Md€. Ses grandes lignes sont désormais officialisées.

□ La participation des complémentaires santé aux négociations conventionnelles sera concrète. Le projet 2009 prévoit que la signature de l'Unocam soit obligatoire lors des négociations où leur financement est majoritaire, c'est-à-dire en priorité pour les soins dentaires et optiques.

□ La fameuse taxe sur les mutuelles verra le jour : les mutuelles et les assurances complémentaires seront taxées à hauteur de 5,9 % de leur chiffre d'affaires, contre 2,5 % aujourd'hui, ce qui représente environ 1 Md€, intégralement reversé au Fonds de financement de la couverture maladie universelle (CMU) et permettant d'augmenter le forfait CMU de 30 €.

□ Un forfait social est créé pour lutter contre les niches sociales : il s'agit d'une nouvelle contribution patronale de 2 % sur l'intéressement, la participation, l'épargne salariale et la retraite supplémentaire, devant permettre de « *prendre en compte l'ensemble des éléments de rémunération* » : recette espérée, 400 M€.

□ Le ticket modérateur augmentera pour les assurés hors parcours de soins. Ceux qui ne le respecteront pas ne seront plus remboursés qu'à hauteur de 30 %, contre 50 % aujourd'hui, ce qui devrait rapporter 100 M€.

Bruno Chrétien, gérant de **Factorielles**, analyse les conséquences de la modification apportée à l'assiette de calcul des cotisations des gérants majoritaires, en référence à l'article 19 du PLFSS 2009 : « *L'objectif de l'Etat est d'organiser un transfert en tout ou partie des recettes de la taxe CSSS. Pour en compenser la perte et qu'ainsi les régimes TNS bénéficiaires puissent équilibrer leurs comptes, l'Etat prévoit ainsi d'augmenter les contributions à la charge des gérants de sociétés.* » •